

12 - 20 ans

Livret d'accueil

**I.M.Pro**

*Institut Médico-Professionnel*



Accueillir  
Prendre soin  
Accompagner  
Orienter  
Construire  
Adapter

## LE MOT DU PRÉSIDENT

L'Institut Médico-Professionnel Charles Isautier est géré par la Fondation Père FAVRON, dont le siège est situé au :

80, Boulevard Hubert Delisle - 97456 St Pierre

La Fondation Père FAVRON est reconnue d'utilité publique par décret du 20/08/1997. En vertu des statuts, la Fondation a pour buts principaux : la conception, la réalisation, la gestion et l'exploitation de toutes structures, établissements ou services à but non lucratif présentant un caractère médical, social ou éducatif.

Dans la continuité de l'œuvre du Père FAVRON, elle affirme que toute personne est unique et que, à ce titre, quelle que soit son origine ethnique, sa religion, son sexe, elle a le droit à la dignité, à l'accès aux soins et à l'accompagnement que requiert son état de santé physique ou psychique.

Jean-Louis CARRERE  
Président de la Fondation Père FAVRON.

## LE MOT DU DIRECTEUR :

*L'Institut Médico-Professionnel Charles Isautier a pour objectif de garantir aux jeunes et aux familles un accompagnement de qualité, en lien avec le parcours et le projet de la personne.*

*Les équipes sont à votre service afin de vous permettre un accueil dans des conditions de bien-être, d'écoute et de dynamisme. Nous souhaitons mettre en œuvre des actions reconnues pour leur qualité et leur spécialisation.*

**David GUIBERT**  
Directeur de l'IMS Charles Isautier.

## SOMMAIRE

Présentation de la Fondation Père FAVRON .....	4
Les établissements de la Fondation Père FAVRON.....	5
Nos missions .....	6
Les étapes de l'admission.....	7
Les principes d'accompagnement.....	8
Contractualisation et individualisation de l'accompagnement .....	9
Composition de l'équipe .....	10
Nos prestations .....	11-13
Les formes d'expression et de participation du public .....	14
Après l'IMPro.....	14
Information et gestion des réclamations .....	15
Droits des usagers .....	16
En pratique .....	17
<i>Horaires</i> .....	17
<i>Fermetures</i> .....	17
<i>Transport</i> .....	17
<i>Lieux</i> .....	17
<i>Admission / documents à fournir</i> .....	17
Localisation.....	18
Règlement de fonctionnement .....	19-25
Charte des droits et libertés de la personne accueillie .....	26-28
Notes .....	29-32

## LA FONDATION PÈRE FAVRON



Forte d'une expérience construite au cours des 60 dernières années, la Fondation Père FAVRON est une composante essentielle de l'action sociale, médico-sociale et sanitaire réunionnaise.

La Fondation Père FAVRON est un partenaire important de la mise en œuvre des politiques publiques partagées.

Elle inscrit son projet associatif dans une logique de communauté d'acteurs réunis pour bâtir la solidarité par une dynamique d'anticipation, d'innovation et d'adaptation dans un environnement en évolution.

Ses engagements sont :

**Développer avec les acteurs des secteurs social, médico-social et sanitaire des projets d'intérêt général par des programmes de recherches actions et par la gestion de structures adaptées ;**

**Mettre en œuvre professionnalisme, compétence et savoir être auprès des personnes ;**

**Contribuer à l'épanouissement des personnes qui concourent à la réalisation de son œuvre dans le respect de ses valeurs.**

La Fondation Père FAVRON est présidée par Monsieur Jean-Louis CARRERE.

## TOUR D'HORIZON DE LA FONDATION PERE FAVRON



Filière « Adultes handicapés »



Filière « Enfants handicapés »



Filière « Personnes âgées »



Filière Sociale



**IMS Charles ISAUTIER**

*St Louis*

**Pôle Médico-Social  
Philippe DE CAMARET**

*St Benoît*

**Pôle Gérontologique  
Roger ANDRE**

*Entredeux*

**Pôle Handicap  
et Dépendance**

*St Pierre - Bois d'Olives*

**Pôle Social  
Foyer Marie POITTEVIN**

*St Paul - St Benoît - La plaine des Cafres*

**IMS Raphaël BABET**

*St Joseph*

**Pôle Handicap  
et Insertion**

*St Pierre - Bois d'Olives*

**EHPAD Les Alizées**

*La Saline les bains*

**EHPAD Les Lataniers**

*La Possession*

## NOS MISSIONS

L'IMPro accueille 8 adolescents et jeunes adultes de 12 à 20 ans présentant des Troubles du Spectre Autistique (TSA).

L'IMPro propose un accompagnement global autour de l'éducation, de la formation pré-professionnelle, de la rééducation et du suivi de la santé.

Les séjours à l'IMPro peuvent s'organiser selon plusieurs modalités entre le **semi-internat** et l'**internat séquentiel**.

### Suivi médical

*des soins nécessaires à l'enfant, en terme de soins et d'action de prévention, de suivi des consultations spécialisées et des rééducations.*

### Accompagnement social, éducatif et rééducatif

*Un accompagnement éducatif et social pour l'apprentissage d'une vie autonome.*

### Une scolarité adaptée

*Pour les - 16 ans, une scolarité adaptée pour l'acquisition de connaissances et l'accès à un niveau cognitif et culturel optimum, soutenue de rééducations spécifiques.*

## LES ETAPES DE L'ADMISSION



### RÉCEPTION DE LA NOTIFICATION MDPH



### CONTACT AVEC LA FAMILLE

Prise de contact avec l'établissement  
Rencontre avec les professionnels dans le cadre d'entretien de pré-admission (psychologue, médecin et assistant de service social)



### COMMISSION D'ADMISSION

Présence du Directeur, de la Directrice adjointe, du Médecin Pédiatre, du Chef de Service, du Psychologue, de l'Assistante de Service Social  
Décision des admissions



### PROGRAMMATION DE L'ADMISSION EFFECTIVE DANS LE SERVICE

Courrier à la famille



### PROGRAMMATION DU RENDEZ-VOUS D'ACCUEIL AVEC LA FAMILLE ET LE BÉNÉFICIAIRE.



### RENCONTRE DE LA FAMILLE PAR LA DIRECTION.

Remise du livret d'accueil par le Chef de Service  
Signature du Contrat de Séjour par le Directeur.  
Présentation du référent de Projet Individualisé d'Accompagnement



### ACCUEIL DU BÉNÉFICIAIRE

Intégration progressive aux activités de l'Etablissement  
Phase d'évaluation et lien avec les partenaires externes  
Mise en place de la procédure de Projet Individualisé d'Accompagnement

## LES PRINCIPES D'ACCOMPAGNEMENT

Les modalités d'intervention et d'accompagnement de l'IMPro se fondent sur une approche éducative, comportementale et développementale. Cette approche est le fruit de la capitalisation des savoirs et des pratiques à l'œuvre, au sein des établissements et services de l'IMS Charles ISAUTIER, grâce au soutien et à la supervision de la Plate Forme TSA. Ces principes sont :

### **L'adaptation de la communication :**

- Faciliter la compréhension de ce qui est dit en utilisant des supports visuels mais aussi en employant un langage simple, concret, répétitif ;
- Entraîner les émergences de la parole par l'étayage des images et la mise en place d'un vocabulaire de base ;
- Exercer ce qu'on appelle les opérants verbaux (demande, commentaire, imitation orale, dialogue) quelle que soit la modalité de communication ;
- Mettre en place un outil de communication visuelle adapté.

### **Des stratégies pédagogiques et éducatives spécifiques :**

- Découvrir les intérêts et motivations des jeunes, notamment pour servir de point de départ aux premières activités proposées et initier les apprentissages ;
- Guider physiquement le jeune pour la réalisation d'une activité ; s'assurer d'une coordination oculo-manuelle pour que le regard accompagne les gestes ;
- Privilégier la progressivité en structurant les apprentissages, décomposer en sous-étapes les tâches proposées ;
- Elargir et diversifier progressivement les contextes (la même notion sera apprise successivement dans des contextes différents), pour permettre l'accès à la généralisation ;
- Structurer un aménagement spatio-temporel des activités : l'emploi du temps et ses différentes phases doivent être traduits en outils visuels, y compris pour modifier les routines lorsque le changement devient visible et donc prévisible.

### **La prise en compte permanente du comportement :**

- Analyser le comportement « inadapté » pour bien le comprendre et en évaluer la fonction (savoir si le jeune cherche à éviter ou obtenir quelque chose ou nous faire comprendre une difficulté pour lui : douleurs, sensations désagréables...) ;
- Encourager, par le renforcement positif, les comportements adaptés au contexte, entraîner des comportements alternatifs, procéder à l'« extinction » des comportements inadaptés (ignorance volontaire, non accès aux conséquences attendues) en cas de nécessité.

## CONTRACTUALISATION ET INDIVIDUALISATION DE L'ACCOMPAGNEMENT

L'accompagnement au sein de l'IMPro est le fruit d'une construction commune avec le bénéficiaire et ses proches ainsi que les autres partenaires externes. Cette démarche est garantie par un processus de **contractualisation** qui définit les modalités et les conditions des prestations proposées.

L'objectif de cette contractualisation est de garantir les droits des personnes et d'œuvrer à une individualisation continue de l'accompagnement. Pour mener à bien cet objectif, le service s'engage à fournir à chaque bénéficiaire :

- Un référent désigné
- Un contrat de séjour accessible et précis
- Un projet individualisé d'accompagnement

### Le rôle du référent

De formation éducative, ce professionnel représente avant tout une personne de confiance pour un accès et un conseil en continu. Il est désigné dans les premières étapes de l'admission pour devenir le contact privilégié pour tout échange d'information.

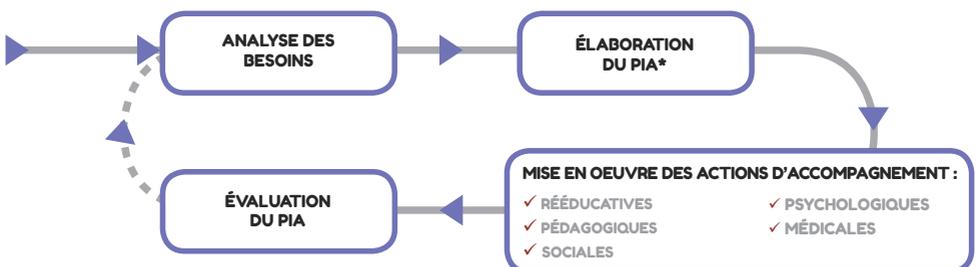
### Le Contrat de Séjour

Chaque bénéficiaire dispose d'un *Contrat de Séjour*. Il s'agit d'un contrat souple pour un accompagnement évolutif. Il est signé par la famille et/ou les représentants légaux et précise les conditions particulières d'accompagnement.

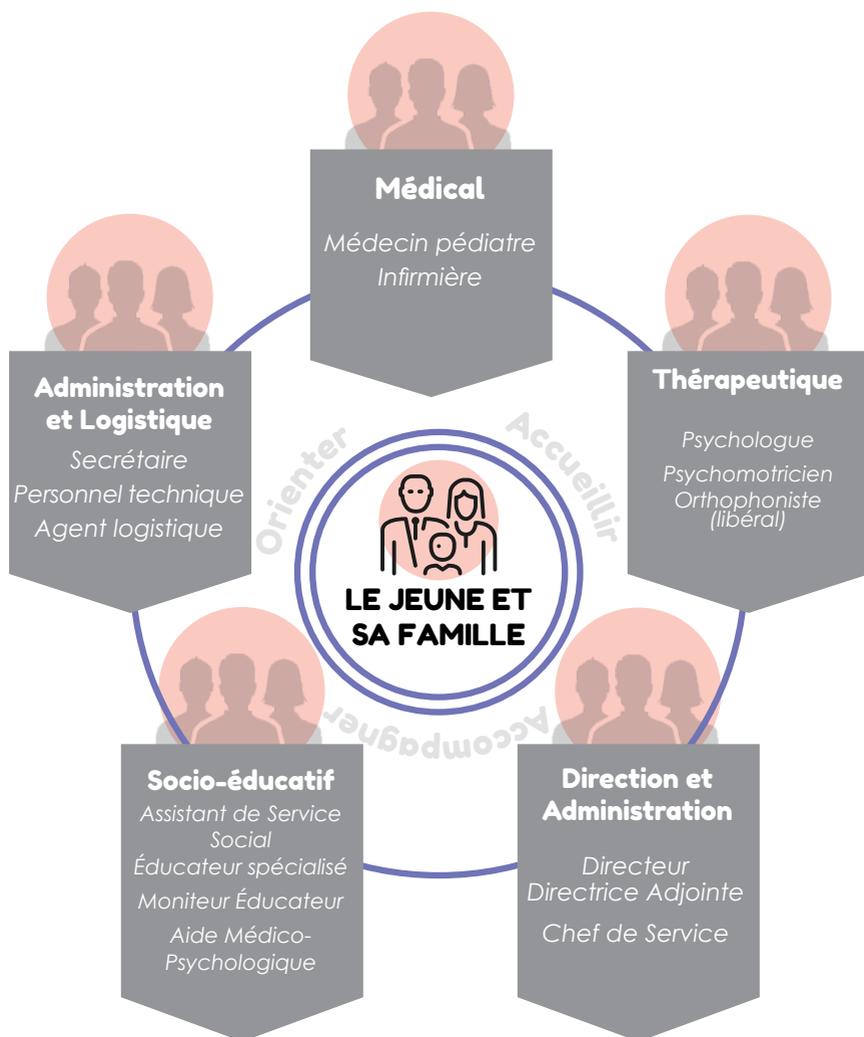
### Le Projet Individualisé d'Accompagnement (PIA)

Le Projet Individualisé d'Accompagnement est un outil pour garantir les droits et la participation dans l'accompagnement du Service. Il est élaboré selon le principe d'une participation directe de la personne accompagnée et son entourage avec les équipes professionnelles.

Le Projet Individualisé d'Accompagnement est un document réglementaire révisé régulièrement avec le bénéficiaire ou son représentant légal et la Direction du Service.



## COMPOSITION DE L'ÉQUIPE



“ Une équipe autour et avec vous ,”

**Les actions mises en œuvre par l'IMPro favorisent la qualité de vie, l'inclusion dans la société et l'autonomie des jeunes accompagnés. Pour atteindre ces objectifs, l'établissement met en œuvre les prestations suivantes :**

- **Assurer aux personnes accompagnées une protection adaptée**

L'établissement place la sécurité des bénéficiaires au cœur de ses préoccupations. Il s'agit pour l'établissement de prémunir les jeunes bénéficiaires des dangers provenant de leur environnement, d'autrui et de leur propre fait.

Pour ce faire, l'IMPro se plie à un suivi continu de l'ensemble des normes de sécurité relatives à la protection des biens et des personnes (système d'alarme, protection incendie, extincteurs et portes coupe-feu, détecteur de fumée, etc).

Une présence continue est assurée pendant toute la durée du temps d'accompagnement dans l'enceinte de l'établissement tandis qu'un cadre d'astreinte peut être joint à tout moment par le personnel.

- **Assurer un accompagnement socio-éducatif pour favoriser l'autonomie**

Cet accompagnement vise à renforcer les apprentissages, les habiletés sociales et l'estime de soi du bénéficiaire. Il est élaboré en fonction des souhaits et des compétences de la personne dans le cadre de son projet individuel.

La vie quotidienne au sein de l'établissement constitue le support privilégié de l'accompagnement dans la réalisation des actes essentiels de la vie. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique de renforcement ou de développement de l'autonomie. Il s'agit notamment d'aider le jeune à formuler des choix, à prendre des décisions, à affirmer ses points de vue, à maîtriser les codes sociaux, à mieux communiquer avec son entourage.

- **Assurer un suivi en matière de santé et de soins**

Les professionnels de l'IMPro font preuve de vigilance à l'égard des personnes, concernant tout changement dans leur état de santé, leur comportement physique et psychique. L'équipe accompagne les jeunes au niveau de l'hygiène de vie au quotidien à travers un travail éducatif d'éducation à la santé (information sur les rythmes de vie, santé bucco-dentaire).

Le service assure un suivi médical (vigilance, prévention, régularité des examens et des contrôles, etc.) et coordonne ses actions avec les autres acteurs du parcours de soins du jeune.

- **Proposer un soutien psychologique**

L'accompagnement psychologique des bénéficiaires participe d'une mission de veille et d'aide au bien-être psychique des personnes accompagnées. En fonction des besoins, chaque jeune doit pouvoir bénéficier d'un accompagnement psychologique assuré par un psychologue de l'établissement ou, le cas échéant, par des partenaires externes.

Ce soutien peut également s'étendre à la famille et aux aidants des jeunes.

- **Coordonner et assurer une prise en charge rééducative**

Les prises en charge rééducatives telles que l'orthophonie ou la psychomotricité sont effectuées par des rééducateurs en libéral. Ces rééducations spécifiques viennent renforcer le travail éducatif quotidien par des interventions ciblées visant à favoriser le développement de compétences essentielles pour le jeune (langage réceptif, intra verbal, imitation motrice, performances visuelles, etc).

## PRESTATIONS

### • Favoriser la participation sociale

Par des actions ciblées, le service propose au jeune d'être acteur dans son environnement social. L'objectif premier est d'accompagner et de favoriser autant que possible sa participation sociale.

Cet objectif se réalise par des activités éducatives autour de moments d'apprentissage et de loisir aussi bien dans les locaux de l'établissement qu'à l'extérieur. La multiplication des rencontres avec des intervenants extérieurs constitue également un axe de travail privilégié. Dans toutes ces occasions, il s'agit de favoriser l'expression du potentiel du jeune et l'affirmation de ses compétences sociales et relationnelles.

### • Assurer au bénéficiaire un lieu d'accueil, une restauration et un transport adaptés

Les prestations relatives à l'accueil, l'hébergement et au transport s'inscrivent dans une démarche visant à instaurer un quotidien sécurisant pour les personnes.

Dans ce contexte, les multiples temps forts sont autant de ressources et de support à disposition de l'équipe éducative pour la mise en œuvre des accompagnements dans leurs dimensions individuelle et collective.

### • Assurer une prestation de service social

Le projet d'accompagnement social a pour vocation de faciliter le parcours social et administratif du bénéficiaire et de sa famille.

Il favorise la coordination et l'échange d'information partagée au service du droit des usagers et d'une meilleure lisibilité de l'accompagnement.

### **Les demandes de Rendez vous :**

Les familles peuvent solliciter pour toute demande ou remarque l'ensemble des salariés du service, plus particulièrement en cas de difficultés :

- Le Directeur de l'IMS Charles Isautier
- La Directrice Adjointe de l'IMS Charles Isautier
- Le Cadre de Proximité de l'IMPro

### **Le Conseil de la Vie Sociale (CVS) :**

Le CVS est un organe délibératif, consultatif, d'écoute et de participation des usagers des établissements médico-sociaux.

Le Conseil de la Vie Sociale a pour mission de favoriser la participation des bénéficiaires, de leurs familles, du personnel et de la Direction à la vie et au bon fonctionnement de l'IMPro.

Le rôle et le fonctionnement de cette instance est décrit dans le *Décret n° 2004-287 du 25 mars 2004* relatif au conseil de la vie sociale et aux autres formes de participation institués à l'article L. 311-6 du code de l'action sociale et des familles.

## APRES L'IMPRO

La sortie du Service est anticipée en amont avec un estompage progressif de l'accompagnement et une préparation du jeune et de son environnement. En cas de réorientation vers un autre établissement médico-social, l'IMPro assure le relais et le transfert des informations nécessaires au profit d'une continuité de soin et d'accompagnement pour les bénéficiaires.

Même après la fin de l'accompagnement, l'IMPro reste mobilisable par les bénéficiaires pour des conseils ou des prestations spécifiques (accès au dossier de l'utilisateur, argumentaire MDPH, lien avec d'autres partenaires, etc).

### L'accès au dossier de l'usager

Créé dès l'admission, chaque usager possède un *dossier unique* avec l'ensemble des informations relatives à son parcours au sein de l'IMPro et de la Fondation Père FAVRON.

Pendant la période d'accompagnement ou après sa sortie de l'établissement, l'usager ou ses représentants légaux ont la possibilité d'accéder à ce dossier, avec un accompagnement adapté. **Chaque usager dispose également d'un droit de rectification des informations le concernant à exercer sur simple demande.**

### Le Traitement des informations

La communication des documents et données s'effectue dans le respect des préconisations formulées dans la Charte des Droits et Libertés. Toutes ces informations sont strictement confidentielles.

Les données médicales sont protégées par le *secret médical*. Les autres données sont soumises aux règles de déontologie de chaque profession et au secret professionnel, auxquels sont tenus l'ensemble des personnels de l'établissement et du service.

Dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée (Informatique et Libertés), chaque famille peut invoquer des raisons légitimes pour s'opposer au recueil et au traitement informatisé des informations à caractère personnel.

### La gestion des réclamations

Toutes vos réclamations ou plaintes sont prises en compte par l'établissement. Les modalités sont les suivantes :

1

#### **Vous vous exprimez par oral**

Il est souhaitable, dans un premier temps que vous exprimiez oralement votre mécontentement au responsable de service.

2

#### **Vous pouvez aussi vous exprimer par écrit**

Si l'entretien avec le responsable de service ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez écrire à la direction de l'établissement ou demander que votre plainte soit consignée par écrit.

3

#### **Vous recevez une réponse**

Toutes les plaintes écrites sont transmises à la Direction. Vous recevrez un accusé de réception et dans les meilleurs délais une réponse écrite. Il se peut que cette réponse ne soit pas aussi rapide que vous l'auriez souhaité car l'examen de votre réclamation peut nécessiter de recueillir des informations auprès de l'établissement ou du service concerné.

## DROITS DES USAGERS

Les adolescents et jeunes adultes accueillis à l'IMPro et leurs parents ont des droits fondamentaux, inscrits dans la convention internationale des droits de l'enfant de 1989, dans la loi 2002-02 du 02 janvier 2002, qui rénove l'action sociale et médico-sociale, dans la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des Droits et des Chances et la participation à la citoyenneté.

### LES DROITS DE L'ENFANT DE 1989 :

En lui donnant le droit à la dignité, au respect, à une identité, la convention reconnaît chaque enfant en tant que personne.

En énonçant ses droits à être protégé physiquement et moralement et à être éduqué, elle reconnaît et préserve son enfance.

En lui donnant des droits de participation, de liberté de pensée et d'opinion, à la liberté d'association et de réunion, la convention reconnaît chaque enfant en tant que citoyen.

### LOI 2002 :

**L'exercice de vos droits est concrètement mis en œuvre grâce :**

- Au **Livret d'Accueil** qui vous est remis et qui marque notre volonté de partage et de respect. Il doit répondre au mieux aux questions que vous vous posez lors de l'admission de votre enfant.

- Au **Contrat de Séjour** qui vous sera présenté, discuté et remis.

- Au **Règlement de Fonctionnement** et à la **charte des Droits et libertés de la personne accueillie**, qui sont mis à votre disposition.

- **Droit à la représentation :**

il est institué un **Conseil de la Vie Sociale** qui peut exprimer un avis concernant l'ensemble des questions relatives à la vie dans l'Établissement.

Pour intégrer cette instance, vous devez le signaler au responsable de service.

- **Droit à la confidentialité :**

Outre le médecin tenu par le secret médical, chaque professionnel se doit de protéger la confidentialité de toutes les informations qu'il est amené à connaître dans le cadre de ses fonctions. Chaque professionnel est responsable du partage nécessaire de ces informations avec ses collègues de travail, dans le cadre du « secret partagé ».

- **Droit à la Médiation :**

En cas de désaccord relatif au respect de vos droits dans le service, vous pouvez faire appel au responsable du service, au Directeur de l'établissement, au Directeur général ou au Président de la Fondation. Si le désaccord ne peut être réglé à l'intérieur de la

### LOI 2005 :

- Accueil, information et évaluation des besoins par la MDPH.

- Compensation du Handicap et garantie des ressources.

- Accessibilité à l'école pour tous les enfants.

NUMÉRO D'ÉCOUTE :

**SNATED** ..... **119**  
(Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger)

## EN PRATIQUE

### HORAIRES :



Nous accueillons les jeunes, le lundi, le mardi et le jeudi de 8h à 15h30, le mercredi de 8h à 13h, le vendredi de 8h à 15h.

### FERMETURE :



Un calendrier est établi chaque année sur une base de 210 jours d'ouverture. Il se réfère au calendrier scolaire.

Pendant les vacances scolaires, les jeunes sont accueillis durant la moitié de la période, le fonctionnement reste inchangé

### TRANSPORT :



L'IMPro assure (sans coût supplémentaire pour vous) un transport quotidien.

Si vous le souhaitez vous pouvez accompagner vous-même votre enfant chaque jour ou certains jours de la semaine (ce point sera précisé lors de l'élaboration du projet individualisé d'accompagnement).

### LIEUX :



L'IMPro se trouve à l'IMS Charles ISAUTIER à Saint Louis.

### ADMISSION :



Lors de la procédure d'admission, les justificatifs de couverture sociale (sécurité sociale, et mutuelle) vous sont demandés ainsi que le livret de famille.

Tout accompagnement de votre enfant par l'IMPro, sera entièrement gratuit pour vous.

## LOCALISATION

### SAINT LOUIS



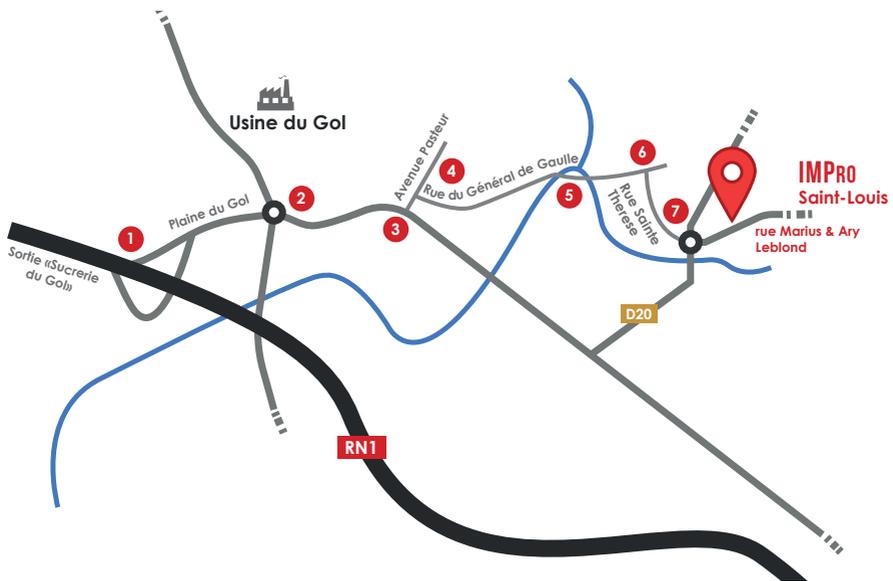
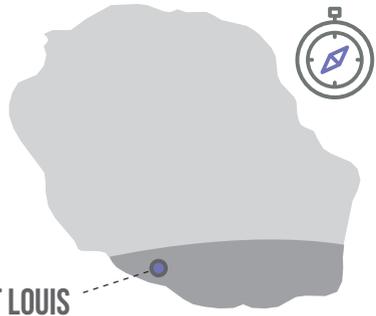
3, rue Marius et Ary Leblond  
97450 SAINT LOUIS



Tél. : 02 62 51 70 36  
Fax : 02 62 91 71 39



Mail : [accueil.impro@favron.org](mailto:accueil.impro@favron.org)



- 1 Sur la RN1 prendre la direction « Sucrierie du Gol »
  - 2 Au rond-point prendre la 2ème sortie
  - 3 Prendre à gauche sur Avenue Pasteur
  - 4 Prendre à droite sur Rue Général de Gaulle
  - 5 Traverser la ravine
  - 6 Prendre à droite sur Rue Sainte Thérèse
  - 7 Au rond-point continuer tout droit sur Rue Marius et Ary Leblond
-  **L'entrée de l'IMS est sur votre gauche**

## RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

La FONDATION PERE FAVRON veille à concilier ses exigences d'adaptation et la permanence de ses valeurs humanistes. Solidarité, proximité, qualité et travail en réseau partenarial sont les axes majeurs de notre développement pour répondre aux besoins de santé publique de la Réunion.

Le présent Règlement de Fonctionnement a pour but de déterminer la base des rapports entre l'équipe de l'IMPro, les jeunes accueillis et leurs parents.

### **PRÉAMBULE :**

Ce présent document a été élaboré en application du décret n° 2003-1095 du 14 Novembre 2003 relatif au règlement de fonctionnement institué par l'article L.3117 du code de l'action sociale et des familles. Il a été arrêté le par le conseil d'administration de la Fondation Père FAVRON.

Il est affiché dans tous les lieux d'accueil et est disponible sur simple demande des parents ou du représentant légal du jeune. Il est remis aux professionnels et intervenants du service.

## **I. LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ACCOMPAGNEMENT**

### **1. LA MISSION DE L'IMPro**

La mission d'accompagnement des adolescents et jeunes adultes de l'IMPro est basée sur l'évaluation continue de leurs potentialités et compétences ainsi que sur l'élaboration de projets individualisés d'accompagnement (PIA) établis par une équipe pluridisciplinaire avec le jeune et ses parents.

L'IMPro fournit aux jeunes accompagnés des prestations qui doivent leur permettre de s'épanouir et d'accéder au maximum d'autonomie physiologique, sociale, psychique et morale.

### **2. AGRÉMENT ET AUTORISATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'IMPro est agréé pour l'accueil de 8 jeunes bénéficiaires avec un diagnostic de Troubles du Spectre de l'Autisme de 12 à 20 ans tel que défini par l'arrêté n° 4131 du 11 décembre 2007 émis par l'Agence Régionale de Santé Océan Indien.

### **3. GRATUITE DE L'ACCOMPAGNEMENT**

L'IMPro est un établissement financé par l'assurance maladie.

Le financement étant constitué de fonds public, le personnel n'est pas autorisé à recevoir d'argent ou d'offrande.

## II. LES FINALITÉS DE L'ACCOMPAGNEMENT

L'IMPro assure un accompagnement médico-social en direction d'adolescents ou de jeunes majeurs avec TSA en incluant leur entourage (famille, représentants légaux et aidants) ainsi que tous les autres acteurs institutionnels amenés à intervenir dans le parcours des bénéficiaires (MDPH, Conseil Départemental, Groupement d'Unité Territoriale, Établissements de Santé, Établissements et services médico-sociaux partenaires, médecine de ville, etc).

### **Pour les bénéficiaires accompagnés**

L'établissement contribue au développement global des adolescents et jeunes majeurs en mettant en œuvre un Projet Individualisé d'Accompagnement (PIA) élaboré avec le jeune et sa famille afin :

- *d'assurer ou coordonner l'ensemble des soins nécessaires (médicaux, traitements...).*
- *de contribuer au développement de ses compétences (accompagnement éducatif adapté, structuré, apprentissages pré-professionnel...),*
- *de favoriser son autonomie.*
- *et d'atténuer les troubles du comportement.*

### **En direction de la famille et des partenaires**

L'IMPro met également en œuvre un accompagnement de la famille et des aidants des bénéficiaires accueillis. L'établissement assure un soutien à l'environnement des bénéficiaires et associe les parents ou les représentants légaux à toutes les réflexions et décisions.

Pour les partenaires, Il s'agit pour l'établissement d'aider ces derniers à mieux comprendre les besoins des jeunes accompagnés, pour l'accueillir dans les meilleures conditions et assurer la continuité de prise en charge.

## III. MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

### 1. LE CALENDRIER D'OUVERTURE

Les jeunes sont accueillis à raison de 210 jours par an selon un calendrier d'ouverture actualisé annuellement. Pendant les vacances scolaires, les jeunes sont accueillis sur une partie de la période selon un calendrier établi à l'avance.

Ce calendrier d'ouverture fait l'objet d'une information aux parents et d'un avis du conseil de la vie sociale chaque année.

### 2. LES JOURS ET HORAIRES D'ACCUEIL

L'accueil en semi-internat s'effectue selon les jours et horaires suivants :

- *le lundi, mardi et jeudi soir de 8h à 15h30,*
- *le mercredi de 8h à 13h,*
- *le vendredi de 8h à 15h.*

L'IMPro peut également proposer un accueil et un hébergement en internat « séquentiel ». Cette prestation est organisée en fonction des besoins et demandes de la famille, en lien avec le Projet Individualisé d'Accompagnement. L'hébergement est réalisé en semaine pour les nuitées du *lundi, mardi, mercredi et jeudi.*

## IV. INDIVIDUALISATION DE L'ACCOMPAGNEMENT

### 1. Accueil et contractualisation

Dans le cadre de la procédure d'admission du jeune, plusieurs entretiens avec les professionnels de l'établissement (médecin, psychologue, assistant de service social et Chef de service) sont proposés aux parents et représentants légaux. Ces rendez-vous sont l'occasion pour la famille et les proches de s'informer et de poser toutes les questions souhaitées. A l'issue de la procédure d'admission, une date d'admission effective est proposée à la famille.

Dès l'admission, l'établissement procède à une contractualisation des modalités d'accueil formalisée par :

- *La signature du contrat de séjour dans le mois à compter de l'admission,*
- *La lecture et remise du règlement de fonctionnement.*

Dans les premiers temps de l'accompagnement, une période d'évaluation est engagée par l'ensemble des professionnels de l'établissement afin de permettre de mieux comprendre la situation du bénéficiaire (ses besoins, capacités, difficultés..).

A l'issue de cette période d'observation et d'évaluation, l'IMPro établit en lien étroit avec la famille, un premier **projet individualisé d'accompagnement (PIA)**. Le suivi du projet se fera dans un délai de 6 mois avec l'ensemble de l'équipe.

### 2. Un accompagnement individualisé

Il s'agit d'une démarche qui permet d'actualiser en continu l'accompagnement du jeune en fonction de son évolution.

Un document écrit sert de fil conducteur et de mémoire à l'accompagnement de votre enfant tout au long de notre parcours commun.

- Il est toujours élaboré sur la base de l'évaluation conjointe de la situation (le jeune, ses proches et les professionnels) à travers les compétences, les besoins, les difficultés et les désirs du jeune.
- Il précise, les différentes observations, les objectifs de travail, ce que chaque partie comprend et s'engage à faire.
- le chef de service, par délégation du Directeur, est responsable de sa mise en oeuvre avec l'équipe pluridisciplinaire, il est donc la personne dédiée pouvant répondre à vos interrogations ou à vos remarques.

La famille ou les représentants légaux sont systématiquement invités à échanger autour du projet individualisé et à construire avec l'établissement, les réajustements nécessaires et les propositions nouvelles destinées à l'améliorer. **Ce projet individualisé d'accompagnement constitue un engagement réciproque de la famille, du jeune et de l'équipe.**

### 3. Partenariat et coordination de parcours

Afin d'être au plus près des besoins du jeune - et avec l'accord de la famille et le respect de l'intimité et du secret professionnel - l'établissement entretiendra des échanges d'information, voire des réflexions avec d'autres personnes importantes pour le parcours du jeune.

Les principaux partenaires extérieurs sont : la MDPH, les praticiens libéraux, le Groupe Hospitalier Sud Réunion (GHSR), les services de la justice et les autres institutions médico-sociales.

## **V. CONDITIONS DE VIE**

### **1. LA RESTAURATION**

Les repas des jeunes de l'IMPro sont fournis par la cuisine centrale de la FONDATION PERE FAVRON soumise à un agrément H.A.C.C.P basé sur des normes de qualité qui impliquent des contrôles d'hygiène rigoureux et réguliers.

Pour cette prestation, l'établissement est particulièrement attentif au respect des régimes alimentaires équilibrés (médicaux) et des habitudes alimentaires dues à des pratiques religieuses.

### **2. LES SORTIES**

Aucune sortie n'est autorisée pendant le temps de fonctionnement normal, sauf autorisation exceptionnelle du directeur d'établissement.

En ce cas, la famille signera une décharge à la direction et assurera le départ et le retour du jeune aux heures indiquées. Le jeune n'est autorisé à quitter l'établissement avec des personnes étrangères à la famille que sur autorisation des parents et/ou des représentants légaux.

### **3. LES TRANSPORTS**

Le transport des jeunes est assuré par l'établissement. Pour cela, nous utilisons les véhicules du service. Nous travaillons également avec des Taxis et le G.I.H.P.

Les chauffeurs – accompagnateurs sont tenus de confier chaque jeune à une personne responsable désignée par la famille.

Les véhicules subissent les contrôles prévus par la réglementation et font l'objet d'une surveillance continue des chauffeurs de l'institution.

Le G.I.H.P, les Taxis assurent le transport des enfants ou adolescents sous la responsabilité de l'IMPro sur la base d'une convention.

Afin de favoriser leur autonomie dans la vie quotidienne, dans le cadre de leur PIA, il peut être envisagé l'utilisation de transports scolaires ou l'accompagnement par les parents.

### **4. ACCÈS A L'ÉTABLISSEMENT :**

Pendant son fonctionnement ordinaire, l'établissement est accessible aux parents et aux amis de l'enfant ou de l'adolescent, munis d'une autorisation des parents de l'intéressé.

Les conditions selon lesquelles ces personnes peuvent participer aux activités de l'enfant (repas, loisirs, etc...) sont déterminées au cas par cas entre la famille et les professionnels du service dans le cadre du projet individualisé.

## VI. LES MODALITÉS D'EXERCICE DES DROITS DES USAGERS

### 1. LES PRINCIPAUX TEXTES RÉGLEMENTAIRES

L'IMPro s'appuie sur les textes qui régissent les droits et obligations des enfants et de leurs parents :

- **Loi 2005-102 du 11 février 2005** pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- **Loi du 2 Janvier 2002** rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- **Loi du 4 Mars 2002** relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.
- **Convention internationale des droits de l'enfant, 1989** ;

### 2. LE RESPECT DU DROIT DES USAGERS

L'exercice de ces droits est concrètement mis en œuvre grâce :

- Au **livret d'accueil** élaboré dans le but de donner une information claire et compréhensible aux familles. Il les informe des missions et du fonctionnement de l'IMPro.
- Au **contrat de séjour** qui sera présenté, discuté et remis à la famille.
- Au présent **règlement de fonctionnement**.
- Au **Conseil de la Vie Sociale** qui donne un avis sur différents aspects du fonctionnement de l'IMPro en vue d'apporter des améliorations à la qualité des services rendus.
- à la **charte des droits et libertés de la personne accueillie** (à votre disposition dans le service).

## VII. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Un responsable de l'équipe médicale assure en coordination avec le Directeur et avec le médecin du travail la surveillance générale de l'établissement en ce qui concerne l'hygiène de vie des enfants, leur alimentation et l'hygiène des locaux.

L'établissement se conforme à la réglementation en vigueur en ce qui concerne la sécurité incendie et la gestion des risques, de même en matière d'accessibilité, de conformité et d'installation des locaux.

## **VIII. SURVEILLANCE ET SUIVI MÉDICAL**

La surveillance médicale quotidienne est assurée par le médecin de l'établissement en lien avec le médecin traitant du jeune.

A la demande des parents, les médicaments prescrits par le médecin de famille peuvent être administrés pendant le temps de présence, après accord du médecin de l'établissement. Ces médicaments seront entreposés à l'infirmierie de l'établissement.

L'infirmierie permet d'assurer les soins quotidiens et en cas de situations d'urgence les premiers soins. L'infirmierie comporte une chambre de repos. Un registre sanitaire mentionne tous les incidents survenus (blessures, hospitalisations, crises, etc).

## **IX. OBLIGATIONS LÉGALES**

La FONDATION PERE FAVRON souscrit une assurance concernant la responsabilité civile couvrant les risques d'implantation et de fonctionnement, au bénéfice des enfants et adolescents accueillis, et des personnels. Une assurance complémentaire pourra être souscrite par les familles.

Toutefois, les enfants ne doivent apporter dans l'établissement que des objets nécessaires aux activités pratiquées dans l'établissement. Il est instamment recommandé aux usagers de ne pas amener d'objets de valeurs à l'intérieur de l'établissement.

## **X. RESPONSABILITÉS ET MESURES D'URGENCE**

Exceptionnellement, des mesures d'urgence peuvent être prises dans certains contextes (en cas de danger), ainsi que la loi nous y oblige.

Lorsqu'un enfant a une maladie contagieuse (conjonctivite, varicelle, ...), les parents doivent prévenir le personnel.

## **XI. RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE PROTECTION DES MINEURS**

Toute violence exercée par un adulte en direction d'un enfant – adolescent est strictement proscrite dans le service (quelle qu'en soit la forme : verbale, écrite, physique).

Les faits de violence avérés sont susceptibles d'entraîner des poursuites administratives et judiciaires.

## **XII. MESURES RELATIVES À LA SÛRETÉ DES PERSONNES ET DES BIENS**

Toute personne accueillie a droit à la sécurité durant son temps de présence dans le service. Les professionnels de l'IMPro assurent les conditions de cette sécurité.

Les consignes concernant la sécurité incendie sont affichées. En cas d'incendie, les usagers devront se conformer à ces consignes ainsi qu'à celles que seraient amenés à leur donner les membres du personnel.

## **XIII. DROIT A LA CONFIDENTIALITÉ ET SECRET MÉDICAL**

Les données médicales sont protégées par le secret médical. Les autres données sont protégées par le secret professionnel auquel sont tenus l'ensemble des personnels.

*« Lorsque la personne est prise en charge par une équipe de soins dans un établissement de santé, les informations la concernant sont réputées confiées par le malade à l'ensemble de l'équipe » (article de la Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.)*

## **XIV. GESTION INFORMATISÉE DU DOSSIER DE L'USAGER**

### **1. LE TRAITEMENT AUTOMATISÉ DU DOSSIER DE L'USAGER**

Sauf opposition du bénéficiaire concerné, ou de son représentant légal, les données concernant les personnes accompagnées font l'objet d'un traitement automatisé dans les conditions fixées par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'hébergement de ces données informatisées par les établissements et les services de la Fondation Père FAVRON est soumis à un agrément délivré par l'Agence des Systèmes d'Information Partagés de Santé (ASIP Santé).

### **2. ACCÈS AU DOSSIER ET RÉCLAMATION**

Conformément à la législation en vigueur, le bénéficiaire a un droit d'accès à son dossier. L'accès et la consultation du dossier des personnes accompagnées doit faire l'objet d'une demande par écrit avec justificatif d'identité du demandeur au Directeur d'établissement ou au correspondant Informatique et libertés (CIL) de l'association :

**FONDATION PÈRE FAVRON**  
**À l'attention du**  
**correspondant Informatique et**  
**Libertés**  
80, boulevard Hubert Delisle  
97410 SAINT PIERRE

Le présent règlement a été adopté par le conseil d'administration de la Fondation Père FAVRON.

## Article 1er - Principe de non-discrimination

- Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

## Article 2 - Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté

- La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

## Article 3 - Droit à l'information

- La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine.
- La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

## Article 4 - Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

- 1° La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;
- 2° Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.
- 3° Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en oeuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

- Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique.
- La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

#### **Article 5 - Droit à la renonciation**

- La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines.

#### **Article 6 - Droit au respect des liens familiaux**

- La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin.
- Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

#### **Article 7 - Droit à la protection**

- Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes.
- Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical

## **Article 8 - Droit à l'autonomie**

- Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées.
- Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et, lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

## **Article 9 - Principe de prévention et de soutien**

- Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.
- Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.
- Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

## **Article 10 - Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie**

- L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

## **Article 11 - Droit à la pratique religieuse**

- Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

## **Article 12 - Respect de la dignité de la personne et de son intimité**

- Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti.
- Hors la nécessité exclusive et objective de la réalisation de la prise en charge ou de l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.

NOTES :

A series of 25 horizontal dotted lines for writing notes.

NOTES :

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

NOTES :

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

NOTES :

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



**INSTITUT  
MÉDICO-PROFESSIONNEL  
IMS CHARLES ISAUTIER**

Directeur : **David Guibert**

3, rue Marius & Ary Leblond  
97450 SAINT LOUIS

Tél. : 02 62 91 21 11 - Fax : 02 62 91 29 50

Mail : [accueil.impro@favron.org](mailto:accueil.impro@favron.org)